

Communiqué de presse

Sortir de l'impasse

La scène ouverte de crack à la Villette a 1 an

Depuis le 14 septembre 2022

Voilà un an qu'une « scène ouverte » de crack a été installée par la Police à la Porte de La Villette dans le square Forceval, coincée entre une voie de chemin de fer désaffectée et le boulevard périphérique dans le 19^{ième} arrondissement de Paris, à l'entrée des villes de Pantin et d'Aubervilliers.

Des centaines de personnes privées de ressources et de droits (un toit, des papiers, un accès à la santé, au travail, à la sécurité...), se rassemblent jour et nuit dans cet espace public, dans des conditions iniques et inhumaines qui ne cessent de se détériorer, avec toujours plus de violence, de décès (plus d'une dizaine selon nos informations), de deal, de prostitution.

Voilà un an que des habitants excédés, stressés, démoralisés, ont l'amer sentiment d'avoir été mis devant le fait accompli et abandonnés par les pouvoirs publics, pris en tenaille entre la violence qui s'est installée dans leur quartier et le statu quo politique.

Voilà un an que les professionnels de santé et de l'action sociale tentent d'apporter des réponses aux besoins de la population de cette « scène ouverte », désormais la plus importante scène publique de consommation de crack en Europe. Mais la situation s'est aggravée au point qu'il devient très difficile, voire impossible, de travailler auprès des personnes sur cet espace. Ainsi, le bus interassociatif d'écoute et de soins mis en place pour les usagers a dû être retiré de Forceval fin juillet pour des raisons de sécurité des professionnels.

Voilà près d'un an que des usagers s'organisent dans un collectif pour exprimer leur point de vue, leur rejet de la violence et de l'exclusion qui les enferment, leur volonté de contribuer à la vie sociale, leur besoin d'espoir pour s'extraire de la précarité.

Habitants des quartiers concernés, usagers de drogues et acteurs du champ médico-social nous faisons tous le même constat : **tous les acteurs concernés sont aujourd'hui mis dans l'impasse, opposés les uns aux autres et réduits à l'impuissance.** Cette situation est grave, insupportable et dangereuse.

Ensemble nous voulons dire aux pouvoirs publics que des solutions existent et que nous voulons y contribuer, avec les services de l'État, avec les élus.

Ensemble nous voulons l'évacuation de ce lieu de vente de drogues de toutes sortes, de ce lieu générateur de violence pour les usagers, pour les riverains et pour les professionnels. Bien évidemment, nous ne voulons plus du nomadisme de ces scènes de crack de quartiers en quartiers. Mais, une scène comme celle de Forceval ne peut plus durer.

Ensemble nous voulons avancer vers des solutions concrètes, adaptées et pérennes.

Dans ses communiqués, la Préfecture de police de Paris se félicite du renforcement de la présence policière Porte de la Villette, ou place de Stalingrad et de la multiplication des interpellations, contrôles, dispersion des « regroupements de toxicomanes ».

Certes la présence policière est nécessaire pour le quotidien des habitants, la sécurité et la protection de toutes et tous. Mais les seules actions policières et les déplacements forcés n'apportent pas de solution, au contraire. Le nouveau Préfet de Police, Laurent Nunez, le reconnaît lui-même. En conséquence, le Ministère de l'Intérieur doit participer, avec les autres acteurs, à la mise en place de solutions humaines, structurelles et pérennes. Ces solutions existent, de nombreuses expériences menées en Europe et à l'international le démontrent.

Ensemble, nous demandons que la question soit traitée dans toutes ses dimensions sociales, sécuritaires, sanitaires, d'insertion, et que l'on sorte des affrontements idéologiques et politiques pour rechercher des solutions à court, moyen et long terme. Pour cela, nous exigeons du gouvernement la mise en place d'**une stratégie interministérielle**, impliquant aussi bien le ministère de la Santé, celui de l'Intérieur que celui de la Justice, en concertation avec **toutes les parties prenantes** : les usagers de drogues, les professionnels du sanitaire, de l'addictologie et de la psychiatrie en particulier, les habitants des quartiers concernés et les élus.

Ensemble nous affirmons qu'il n'existe d'autre solution que collective. La complexité de la situation impose de ne rien exclure et de combiner une diversité de domaines d'intervention répondant aux besoins en hébergement, en réduction des risques et en soins addictologiques, somatiques, psychiatriques, en insertion sociale et professionnelle. Seul cet éventail d'actions concertées, cohérentes et coordonnées aura une réelle efficacité.

Ainsi, nous, habitants des quartiers concernés, usagers de drogues, professionnels du champ médicosocial, demandons de toute urgence l'ouverture d'un véritable dialogue avec les autorités publiques, Préfecture de police, Etat, ARS, élus locaux afin d'élaborer collectivement une politique régionale et une planification stratégique qui change et améliore durablement la situation de tous.

Signataires :

- ▶ Collectif d'usagers AGORA,
- ▶ Collectifs d'habitants : « 93 anticrack », « mieux agir contre le crack », « Parents Riverains SCMR 75 »
- ▶ ASUD
- ▶ Association Gaïa
- ▶ Association Oppelia
- ▶ Fédération Addiction

Contacts :

Dominique Gamard (93 anticrack) : 06 73 54 56 34
Melissa (AGORA) : 06 03 76 59 20
Jean Maxence Granier (ASUD) : 06 77 01 08 90
Alain Morel (Oppelia) : 06 85 43 11 53